

PHILIPPE  
MÉCHET

TIMOTHÉE  
NICOLAS

# Faites de la politique!

**L'UNIQUE MANIÈRE  
DE SAUVER  
NOTRE DÉMOCRATIE**



Faites de la politique !



Philippe Méchet  
et Timothée Nicolas

Faites de la politique !

LÉditions de  
Observatoire

ISBN : 979-10-329-0640-8  
Dépôt légal : 2022, février  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022  
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

## En guise d'introduction

1 % ! À peine plus de 1 % des Français sont actuellement investis dans un parti politique selon les données INSEE. Un chiffre si bas que la démocratie s'en trouve bousculée par des modes d'action ou de mobilisation qui échappent à des formations politiques dont la palette des orientations et propositions est pourtant large. De l'extrême gauche à l'extrême droite, la France compte près de 30 partis politiques. La plupart d'entre eux présente régulièrement des candidats aux élections. Le scrutin législatif de 2017 comptait une moyenne de 14 candidats par circonscription et, souvent, le nombre de 20 prétendants était atteint. Un record historique.

1 % seulement des Français adhère à un parti politique alors que l'on observe une capacité de mobilisation des citoyens qui n'a eu de cesse de croître au fil des ans. Les manifestations ont doublé en nombre depuis le début des années 2000, atteignant pour la seule ville de Paris le chiffre de 3 000 en 2020 ; sans prendre en compte celles, de plus en plus nombreuses, qui ne sont pas déclarées. Certes, la plupart de ces mouvements sont encouragés et

encadrés par des syndicats et, de plus en plus souvent, des associations. La démultiplication des lanceurs d'alertes sur des causes allant du climat à la condition animale en passant par la défense de minorités a encouragé de nombreux participants à venir nourrir ces manifestations qui participent de la vie démocratique.

Jamais non plus la parole publique n'a pu autant s'exprimer. Twitter, Facebook et autres médias sociaux, venant s'ajouter au nombre croissant de chaînes d'information en continu, permettent de plus en plus à chacun de donner son opinion, de partager ses convictions, parfois avec plus ou moins de rationalité ou de violence. Une manière de s'engager dans le débat sans s'encombrer des contraintes et règles des partis politiques. Une société devenue si individualiste que l'intérêt général a été relégué au second plan, amenant l'essentiel des citoyens à privilégier leurs propres visions et revendications personnelles aux dépens de structures qui s'attachent davantage au cadre général et global de notre société. Le « vivre-ensemble » est un slogan perçu positivement par l'opinion mais dont le contenu est battu chaque jour en brèche par les égoïsmes de chacun. L'archipélisation de la société, pour reprendre l'expression de Jérôme Fourquet, a eu pour effet de marginaliser les formations politiques, mettant en risque la vie démocratique du pays tant l'éparpillement exagéré des expressions ne contribue jamais à la construction d'un avenir commun.

Alors nous nous sommes interrogés : pourquoi ne cherche-t-on plus à s'engager ? Pourquoi des femmes

et des hommes de tous bords s'engagent encore ou se sont engagés dans des partis politiques ? Que faudrait-il pour susciter le retour vers la voie du politique ? Des questions simples qui nous ont amenés à nous entretenir avec une quarantaine d'élus en privilégiant ceux qui ont eu un parcours les amenant à devenir député, ministre ou même président de la République. Nous aurions pu tout aussi bien aller interroger des élus de municipalités, plus faciles d'accès, dévoués à leur commune et souvent désintéressés ; même si la plupart de nos interlocuteurs ayant accédé à de hautes fonctions étaient pour la plupart passés par la case mairie. Nous avons voulu scruter, avant tout, ceux qui ont eu un parcours politique continu et déterminé, qui ont accès aux médias et peuvent, par leur verbe ou leurs propositions, susciter pour les plus jeunes des vocations. Ceux qui, par leur position, peuvent canaliser l'énergie politique si vive dans notre pays, et la transformer en produisant des acteurs à venir de la vie publique. Ceux qui transforment des spectateurs attentistes en citoyens engagés. C'est un choix, contestable comme tout choix, mais nos entretiens auprès de différentes générations de politiques nous ont offert une matière aussi dense que variée ; les plus âgés nous éclairant particulièrement sur les raisons du désengagement des plus jeunes. Nous ne nous sommes pas non plus contentés des interviews ; allant, au fil des lectures et des parcours connus, nourrir notre matière.

Cette question de l'engagement en politique est un sujet central pour nos responsables qui cherchent

par tous les moyens à susciter des vocations et rallier à leur cause le plus grand nombre. Arnaud Montebourg a titré son ouvrage sorti en 2020 *L'Engagement*, à la fois pour qualifier sa vie mais également pour signifier la noblesse d'adhérer à des causes d'intérêt général. La crise de l'engagement en politique débouche nécessairement sur une crise de la démocratie et la mise en risque de nos libertés. Et le débat public actuel souligne le fait que nous sommes déjà entrés dans les prémices d'une crise de la démocratie.

Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle et jusqu'aux années 1970, le progressisme a été la pierre angulaire de la politique ; un progressisme s'incarnant autant au niveau de la société et des mœurs que des questions sociales et scientifiques. Le progrès faisait alors rêver, les questions scientifiques fascinaient. François Mitterrand n'apparaît-il pas sur ses affiches électorales de 1965 devant un pylône de réseau électrique avec le slogan « Un président jeune pour une France moderne » ?

Puis dans les années 1970, et jusqu'en 2008, on peut avancer que le libéralisme s'est installé autant dans notre économie que dans nos têtes. Il y avait les libéraux, les sociaux-libéraux et les anti-libéraux mais le libéralisme, profitant de la faillite des régimes communistes, était au centre du débat jusqu'à la grande crise financière de 2008.

Depuis, le populisme n'a eu de cesse de prendre de l'ampleur. Jean-Marie Le Pen, en se propulsant second au premier tour de la présidentielle de 2002, avait ouvert la voie mais son rejet massif lors du

deuxième tour (seulement 18 % des voix) laissait penser à un accident de l'Histoire. Il n'en était rien. Quinze ans plus tard, sa fille obtint 34 % au second tour de l'élection de 2017. Le populisme n'a eu de cesse de gagner du terrain en France, en Europe et dans le monde. Ce populisme va bien sûr de pair avec un désintérêt de la « chose politique » qui a progressivement muté en rejet des formations politiques traditionnelles. Un populisme qui se concrétise par une confiance des citoyens dans les partis politiques ne dépassant pas les 10 % dans les enquêtes régulières et approfondies du CEVIPOF (Centre d'études de la vie politique française).

Chacun des deux auteurs a une vision de la politique marquée par sa génération. L'un a voté la première fois de sa vie sous Valéry Giscard d'Estaing, lorsque la politique était encore représentée par des hommes issus de la Résistance, de la guerre d'Algérie ou des débuts de la V<sup>e</sup> République. L'autre a déposé son premier bulletin de vote sous François Hollande alors que la droite et la gauche classique de gouvernement semblaient avoir perdu leurs repères, au milieu de la montée des populismes et des tensions religieuses, dans un monde saturé par l'information et les médias sociaux.

Deux époques très différentes, deux approches complémentaires, deux regards sur l'engagement, mais une même passion : la politique. Car, à nos yeux, la politique reste une des plus belles et anciennes créations de l'homme pour fixer les règles du « vivre-ensemble ». Les critiques dirigées contre les politiques nous paraissent souvent injustes ou

marquées par la facilité et la démagogie. Quel plus beau dessein que de vouloir s'engager pour que les sociétés organisent au mieux leur devenir collectif ? Faire de la politique, c'est également donner une couleur romanesque à sa vie, partir à la conquête des opinions comme d'autres ont pu se lancer à l'assaut du pont d'Arcole. Et, pour l'essentiel de ceux que nous avons interrogés, derrière le combat des idées il y a l'ardent désir de faire battre le cœur de la démocratie et des libertés.

## PARTIE 1

# POURQUOI NE S'ENGAGE-T-ON PLUS ?



S'engager, c'est servir une cause et chercher à partager avec le plus grand nombre des valeurs, des principes, des propositions, des idées. Les partis politiques sont, dans l'absolu, les meilleurs garants d'évolution de la société. Parvenus au pouvoir, ils ont avec eux la force des lois pour faire évoluer un pays et la force du droit pour faire appliquer ces lois. Ils sont, par principe, le plus court chemin pour faire évoluer la société autant dans ses règles économiques, sociales, sociétales ou environnementales. Autant de raisons qui, tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, ont suscité et attiré les vocations et les engagements. Les critiques, toujours vives à l'égard des formations politiques, n'entamaient pas leur capacité à être perçus comme les leviers d'une transformation potentielle du pays. On critiquait tout en respectant. Les dirigeants au pouvoir pouvaient s'écarter d'engagements pris en campagne mais comme le disait Michel Rocard : « La politique c'est comme la navigation : on fixe un cap et on tire des bords. » Il s'agissait de maintenir l'essentiel pour faire oublier les écarts.

Ce crédit s'est lentement effiloché au fil du temps au point aujourd'hui, dans ce premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle, de nous offrir le spectacle de partis politiques désertés par les militants, subissant une vindicte permanente de l'opinion et semblant courir en permanence derrière le dernier sujet en vogue plutôt que de mettre des idées nouvelles en débat. Les partis politiques sont fatigués ; et l'âge moyen de leurs militants explique aussi cette fatigue. Nos formations politiques, piliers de notre démocratie, sont à la fois affaiblies en nombre et impuissantes à trouver les ressorts d'un rebond. Il n'est que de voir l'essor rapide et le déclin tout aussi rapide des troupes de mouvements politiques nouveaux tels que La France insoumise ou En Marche pour s'en convaincre. Ce qui semblait pouvoir donner du souffle à l'engagement politique est retombé en quelques mois pour ces deux jeunes formations. Comme si plus rien n'accrochait l'opinion, comme si cette dernière s'était détournée de la politique et ne la croyait plus en mesure de « changer la vie ». Le sentiment général est que les gouvernements continuent de tirer des bords sans fixer réellement de cap.

Dans ces conditions, il faut être aujourd'hui un aventurier ou un idéaliste pour s'engager en politique. Consacrer ses soirées et ses jours de congés pour imposer sa candidature à une élection et, une fois élu, renoncer à une grande partie de sa vie privée pour la consacrer aux autres et subir des critiques permanentes quand ce ne sont pas tout simplement des violences. Aux yeux d'une majorité

de l'opinion, la motivation des politiques tient en trois raisons : le pouvoir, l'argent et, plus rarement, les convictions. Au cours des interviews menées par les auteurs, il ne fait pas de doute que le pouvoir continue de constituer un attrait majeur de l'engagement politique. Les convictions sont aussi beaucoup plus fréquentes que ce que la majorité des citoyens imaginent et c'est une des dimensions les plus importantes que les entretiens ont permis d'observer. Quant à l'argent, il renvoie à une autre époque où la corruption et la circulation régulière d'espèces issues de caisses noires existaient réellement avant de disparaître presque en totalité au cours des dernières années. Il ne faut pas perdre de vue que la plupart des politiques gagneraient mieux leur vie en entreprise que dans leurs fonctions électives.

Pour satisfaire ce goût du pouvoir ou cette volonté de partager leurs convictions, les responsables politiques paient le prix cher et subissent de façon permanente la critique ou le soupçon. Il suffit de lire la presse pour réaliser que les mêmes discours, ou les mêmes revendications, portés d'un côté par un responsable politique ou, de l'autre, par un responsable associatif ou un dirigeant d'une ONG, ne seront pas reçus de la même manière. C'est une évidence mais est-ce normal ? Les premiers verront s'élever des opposants et des indignations dans l'opinion (quelle que soit la revendication ou proposition), là où les seconds seront commentés avec une certaine bienveillance. Certes, il pourrait être avancé que les premiers ont davantage les moyens que les seconds de mettre en œuvre la proposition ; et cela pourrait

expliquer les différents niveaux de réactions. Mais, en réalité, la suspicion et la critique accompagnent en permanence le politique là où l'ONG et l'association bénéficient d'une indulgence démesurée.

Ce n'est pas un hasard si Cécile Duflot vole chez OXFAM après avoir été ministre et avoir dirigé EELV. Elle y a trouvé le confort d'une position qui lui permet d'émettre des critiques et des revendications habillées du désintéressement supposé de son ONG. Une ONG dont la vision sur sa page internet est sans ambiguïté : « Nous avons le pouvoir ! » Le contenu est toujours politique, même habillé d'une grande cause ; mais de là où il est émis, l'exemption de critiques lui est garantie. Et le fait de ne plus être directement dans le jeu du pouvoir fournit à l'ancienne patronne des Verts le passeport qui l'immunise de toute opposition. Elle peut continuer, au travers d'interviews et légitimée par ses anciennes fonctions, de distiller des jugements et sentences sur les gouvernements en place. Quel confort !

Nicolas Hulot n'avait sans doute pas mesuré ce qu'il en est d'être la voix de la défense de la planète dans une fondation portant son nom et prétendre vouloir poursuivre le même dessein dans l'action d'un gouvernement. Hier, paré de toutes les vertus. Au pouvoir, accablé de critiques et taxé de ne pas faire assez résonner sa voix. Il lui a été difficile de se voir critiqué par ceux qu'il supposait être ses amis d'hier. Certes, il a pu avancer qu'on ne lui donnait pas les moyens d'agir pour excuser sa molle action. Et, plutôt que de s'armer de courage et de combattre afin que les mots puissent s'accompagner

d'actes, il a jugé plus facile d'abandonner le combat. De fait, il est piteusement retourné dans sa thébaïde, reprenant son catéchisme initial et retrouvant les louanges de ceux qui le critiquaient la veille.

Manon Aubry, tête de liste aux élections européennes de La France insoumise, a fait le chemin inverse. Depuis, au mieux elle essuie les critiques et messages souvent violents à l'égard de ses opinions et propositions. Au pire, elle est devenue muette et ignorée. Comme elle doit regretter le doux confort d'OXFAM où sa parole était médiatiquement sacrée ! À croire qu'OXFAM France, avant d'être une ONG, est en charge de la formation ou du recyclage des politiques.

Faire est nettement plus compliqué que dire ce qu'il faut faire. Or jamais dans l'histoire, et du fait entre autres des réseaux sociaux et de l'écho qu'ils produisent, il n'y a eu autant de donneurs de leçons, de commentateurs de la vie publique. Chacun, sans risque, et depuis son confortable canapé, peut dicter comment les responsables du pouvoir devraient se comporter, ce qu'ils devraient dire et faire. Cet exercice hier monopolisé par des opposants politiques, souvent prudents car sachant qu'ils pourraient un jour se retrouver au pouvoir, et par quelques dizaines de journalistes politiques, se retrouve pratiqué par des centaines de milliers d'abonnés à Twitter, Facebook ou membres d'associations et ONG ayant désormais pignon sur rue. Vouloir s'engager dans une voie politique qui peut mener un jour ou l'autre à une forme de pouvoir, c'est accepter de devoir se retrouver dans un grand

état de solitude face à une pluie de critiques ou d'insultes. De plus en plus violentes.

Il faut du courage pour s'engager en politique et souvent des nerfs d'acier. Au fil du temps, les éléments incitant au désengagement se sont accumulés. Et il convient, avant d'examiner pourquoi certains continuent de choisir la voie politique ou d'autres d'y rester, de comprendre les raisons du désengagement. Sans avoir la prétention de l'exhaustivité, nous avons recensé plusieurs causes dont certaines ne sont pas récentes mais ont participé à ce mouvement de retrait.

Une certaine dignité naturelle à reconstruire.....	293
<b>Chapitre 2. Assumer et décider ; ne plus déléguer ! .....</b>	<b>299</b>
La profusion des commissions .....	299
Quand l'administration se substitue aux politiques.....	302
<b>Chapitre 3. Une politique nationale qui doit retrouver de l'espace face à l'Europe .....</b>	<b>309</b>
<b>Chapitre 4. Revoir les modes de représentation .....</b>	<b>321</b>
Redonner du poids à la démocratie représentative.....	322
Redonner de la force aux clivages et débats dans le cadre de la démocratie représentative.....	326
Combattre l'hyperprésidentialisme actuel...	330
<b>Chapitre 5. Revitaliser les partis politiques....</b>	<b>337</b>
Faire renaître les courants d'idées au sein des partis politiques .....	339
Élargir le champ des sujets traités par les partis politiques.....	349
Bannir les primaires ouvertes pour la désignation des candidats.....	353

<i>Table des matières</i>	389
<b>Chapitre 6. Retrouver un personnel qui incite à l'engagement politique</b> .....	357
Qui sont les leaders ? .....	358
Arrêter de jouer contre son camp et attirer les meilleurs.....	368
<b>En guise de conclusion</b> .....	373
<b>Bibliographie</b> .....	377
<b>Remerciements</b> .....	381